Vert

Le journal
qui annonce
la couleur

n° 8
JUIN 2004

Européennes :

LE 13 JUIN 2004
AVEC LES VERTS
OCCUPONS-NOUS
DE LA TERRE !

LA GUERRE
LE MONDE
L'EUROPE

SANTÉ
AUX URGENCES

DOSSIER EUROPÉEN
LE 13 JUIN
AVEC LES VERTS
OCCUPONS-NOUS
DE LA TERRE !

VERT CONTACT 715 • MENSUEL D'ÉCOLOGIE POLITIQUE DES VERTS EUROPÉENS FRANÇAIS • CAMPAGNE EUROPÉENNE • 3 euros

Bienvenue au pays des idées : la rubrique “Noir sur blanc” est la vôtre.

Bonjour,

Amnesty International nous demande d’intervenir pour deux nonnes bouddhistes […] qui purgent une peine de prison de 13 ans, au Myanmar (ex-Birmanie et dictature militaire), pour avoir, lors d’une manifestation pacifique, demandé aux autorités de baisser le prix des aliments de base. Elles auraient distribué des brochures demandant la libération des prisonniers politiques (au nombre d’au moins 1 350) et une reprise du dialogue politique entre le gouvernement militaire et la Ligue nationale pour la démocratie, parti vainqueur des élections en 1990 (80 % des voix !) et dont la présidente, Aung San Suu Kyi, a obtenu le Prix Nobel de la Paix. Pour signer et faire circuler la pétition : [http://www.amnesty.org/]. Jean-Marc.Bruneel

Petites aventures

d’un militant sur un marché parisien […]. Un immense noir me demande de réciter les dix nouveaux entrants dans l’Europe avant d’accepter mon tract […] : c’est un Guadeloupéen « chiraquien » *mais* « indépendantiste » *! […] Un vieux prolo originaire du Sud-Est asiatique ne connaît pas les Verts, accroche à mon discours sur la citoyenneté européenne et embraye sur Le Pen […] :* « Non, Le Pen accepte très bien les étrangers qui sont là depuis 40 ou 50 ans » *! ? […] Le seul blanc avec qui j’ai parlé était d’origine russe et peu politisé :* « Les Verts ? C’est Saint-Étienne ! » *Deux jeunes reviennent quand je parle du droit de vote et me disent que* « lorsque cela sera voté, le gouvernement sera éternellement PS ». *Je dis que je suis Vert ;* « Les Verts, le PC, le PS, c’est exactement la même chose ! » *[…]* Guy Philippon, les Verts du XXe arrondissement de Paris

Madame, Monsieur,

J’ai assisté [le 25 mai sur *France 3*] *à l’intégralité du débat Le Pen / Cohn Bendit. Cela faisait longtemps que je n’avais pas vu une aussi belle empoignade ! Et je dois vous dire que Dany a été brillant, obligeant Marine à taper en dessous de la ceinture […] et à dévoiler sa vraie nature de femme profondément méchante. Étant de droite et travaillant dans la politique vous comprendrez que je ne voterai pas Verts en juin. Toutefois permettez-moi de vous donner un conseil d’ami : faites plus parler Dany le Rouge ! Il donne envie de voter Verts. […]. Dany Cohn-Bendit nous montre que le monde est complexe et que le transformer prendra du temps et nécessitera des élus possédant une vision claire et du courage. Bref, c’est pas gagné ! Encore bravo et bon courage pour la campagne.* François Pieri

ChèrEs amiEs,

La lecture d’un article du Monde *(11 mai) m’a donné la matière pour écrire une brève pour* Vert*… Banques sous surveillance – Les cinq principales banques belges financent des entreprises d’armement ! Rendue publique par Netwerk Vlaanderen, une ONG flamande, l’information fait tache. Elle serait peut-être passée inaperçue si les armes fabriquées étaient “classiques”, mais il s’agit de bombes à fragmentation, d’armements nucléaires, de mines antipersonnel, dont l’usage est banni par la Belgique. Certains banquiers ont été obligés de reconnaître qu’ils ne s’intéressaient qu’à la rentabilité des entreprises. C’est évidemment aux clients d’exiger que leurs banques aient une vision du monde plus éthique.* BF

[...] Dimanche 9 mai

[…] s’est tenue, dans un village de l’Aude (Portel-les-Corbières, en plein Languedoc-Roussillon), la première manif pro-éolienne, en présence de Mme la Maire, de plusieurs élus locaux et de nombreux habitants des 10 villages de l’intercommunalité. Manif consécutive à une longue concertation (entamée en 1996), qui a abouti à un oui à 90 % des populations concernées pour un projet d’une vingtaine d’aérogénérateurs (éoliennes). C’est le préfet de l’Aude qui bloque le projet […]. De nombreux habitants des Pyrénées-Orientales se déplacent souvent dans l’Espagne voisine, y constatent la présence de très nombreuses éoliennes, savent que 30 000 emplois ont été créés par cette énergie, qui permet d’éviter la construction de 2 ou 3 centrales nucléaires. J-F Perrimond, conseiller d’arrondissement à Marseille et secrétaire régional adjoint des Verts Provence-Alpes-Côtes d’Azur

Erratum.

Coucou, c’est encore moi ! Dans ma lettre publiée dans le Vert *n° 7, p. 2, réponse à l’article d’Alain Lipietz sur la croissance), il fallait bien lire, ligne 9, “Négawatts” et non pas “Mégawatts”, les vieux écolos auront bien sûr rectifié tout seuls. Encore un coup du correcteur d’orthographe automatique ? Cordialement,* Robert

BIENVENUE AUX JOURNÉES D’ÉTÉ DES VERTS

Elles auront lieu du jeudi 26 au dimanche 29 août 2004, à Toulouse, à l’université des Sciences sociales (“l’Arsenal”), place Anatole France (centre ville). Le bulletin d’inscription et le pré-programme seront bientôt disponibles dans *Vert Contact* ainsi que sur le site internet des Verts [www.les-verts.org].

Je m’abonne

VC 715

Hebdomadaire édité par Écodif
Abonnement individuel : ❑ un an : 35 €
Tarif spécial adhérent des Verts : ❑ un an : 25 €
Abonnement institutionnel : ❑ un an : 80 €
Chômeurs, étudiants… : ❑ un an : 15 €
Abonnement de soutien : ❑ un an : à partir de 50 €

Les nom, prénom et adresse de nos abonné-e-s sont communiqués à nos services internes et aux organismes liés contractuellement avec *Vert Contact*, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l’abonnement. Les infos pourront faire l’objet d’un droit d’accès et de rectificatif dans le cadre légal.

Nom . . . . . Prénom . . . . . .
N°, rue. . . . . .
Code postal . . . . . Ville . . . . . .
Tél. . . . . Fax . . . . . .

Coupon à renvoyer avec votre règlement par chèque bancaire ou postal (exclusivement) à *Vert Contact*, service abonnements, BP 90, 75961 Paris Cedex 20 - Tél. 01 43 66 16 05, fax 01 43 66 78 60.

❑ *Je choisis de m’abonner par prélèvement automatique*

Je recevrai sous peu un courrier.

Je rejoins les Verts

VC 715

Nom . . . . . Prénom . . . . . .
N°, rue. . . . . .
Code postal . . . . . Ville . . . . . .
Tél. . . . . Fax . . . . . .
Profession . . . . . .

Coupon à renvoyer (ne pas envoyer d’argent, vous recevrez sous peu un courrier) à : les Verts, service adhésions, 247 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris. Tél. 01 53 19 53 19, courriel [adhesions@les-verts.org].

L’OURS Rédaction : 247 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris. Tél. 01 53 19 53 19, fax 01 53 19 03 93, courriel [vertcontact@les-verts.org], internet [http://www.les-verts.org] • Directrice de publication : Francine Bavay • Rédactrice en chef : Géraldine Boyer • Secrétaire de rédaction : Julie Bériot • Réviseur : Gérard Roy • Mise en page : GB et JB • Dessins : *Charlie Hebdo* reproduits avec l’aimable autorisation de notre excellent confrère • Imprimerie : Presse Pluriel, Paris, Tél. 01 43 66 71 53 • Tirage : 10 000 ex. • CPPAP n°68 242 - ISSN 0298-8089 • Comité de rédaction : Luc Bastard, Luc Blanchard, Bruno Fischer, Fanny Carmagnat, Manuel Domergue, Patrick Farbiaz • Ont aussi collaboré à ce numéro : Gilles Lemaire, P Yann Salaun.

« *Non à la guerre, plus jamais ça.* » C'est sur ce souffle fondateur que furent jetées les bases de la communauté européenne il y a un demi-siècle. Depuis, la construction d'un marché intérieur perméable au libéralisme économique a pris le pas sur les dimensions politique, culturelle, sociale et environnementale du projet européen.

La superpuissance américaine torture, s'enlise militairement en Irak et ne rétablit pas la démocratie. Une intervention basée sur le mensonge des armes de destruction massive et sur la volonté de restructurer le Moyen-Orient pour mettre la main sur le pétrole, ne pouvait malheureusement finir autrement.

À Rafah, en Palestine, l'armée israélienne mitraille une manifestation de rue et détruit des maisons ; il est urgent de soutenir les forces de paix tant en Israël qu'en Palestine.

Aussi à l'Europe d'être porteuse d'espoir : pour contrer la loi du plus fort, pour sauver la planète des désastres annoncés, pour protéger les personnes, leurs droits et leurs libertés, pour garantir la primauté du droit international, l'Europe peut jouer un rôle essentiel et le temps presse ! En grande majorité, les Européens ne soutiennent pas l'intervention en Irak, regrettent les destructions et les morts au Proche-Orient, veulent protéger les ressources naturelles et se protéger des OGM, souhaitent de grands services publics et refusent le projet de directive européenne sur la libéralisation des services…

LE 5 JUIN DANS LA RUE POUR LA SANTÉ [1] ET LA PAIX [1] LE 13 JUIN AUX URNES

Alors avec vous, l'Europe peut le faire ! Le 5 juin, nous manifesterons avec le mouvement syndical pour la solidarité sociale et pour une autre politique de santé, nous manifesterons contre les criminels de guerre Bush et Poutine, avec l'Écolo-parade, nous fêterons d'autres mondes possibles.

Le 13 juin, en faisant voter Vert, nous ferons voter pour une Europe démocratique et pour un projet de paix, de protection environnementale et sociale ! D'un bulletin, nous ferons coup double : oui à L'Europe, non au libéralisme de Chirac, Raffarin, Bayrou, Blair ou Berlusconi !

À vous de décider ! ▲

GILLES LEMAIRE

[1] *Manifestons, samedi 5 juin, à Paris : pour la santé, à 15h, place de la République ; pour la paix, contre Bush et Poutine, à 17h30, place de la Bastille.*

LE SOMMAIRE

Actu : conflits Irakien et israélo-palestinien, OGM, système de santé, réchauffement climatique p. 4 à 8 • Dossier européen : "Avec les Verts, occupons-nous de la Terre !" p. 9 à 16 • Fiche technique : le développement durable p. 17 à 18 • Interview sur les Harkis p. 19 • Évian p. 20 • Inde p. 21 • Internet p. 22 • La pique p. 23 • Télévision p. 24

Le geste : recycler ses cartouches

Ne jetez plus vos cartouches d'encre ou de toner ! Un organisme existe, qui récupère gratuitement des cartouches (auprès des entreprises surtout) et les revend à un prix défiant toute concurrence. Carte verte environnement, Les Vallées, BP 15, 95570 Bouffémont. Tél. 01 39 35 78 86, internet [http://www.carte-verte.fr/].

Le chiffre : 200 000

La population de la terre augmenterait chaque seconde de plus de deux personnes, soit d'environ 200 000 habitants par jour, ou encore de la ville de Paris tous les onze jours. L'horloge de population nouvellement disponible sur le site [www.populationdata.net] indiquerait en temps réel le nombre d'habitants sur notre planète. On y trouve aussi de nombreuses statistiques.

J'y pense et puis j'oublie...

« Si l'humanité entière se comportait comme les pays du Nord, il faudrait deux planètes supplémentaires pour faire face à nos besoins. » Qui a dit ça ? Serge Latouche ? Alain Lipietz ? Daniel Cohn-Bendit ? Kofi Annan ? Jean-Paul II ? Vous n'y êtes pas ! C'est Jacques Chirac au sommet de Johannesburg, le 2 septembre 2002, probablement après une overdose d'Ushuaïa. Qu'a-t-il fait depuis ?

S-Eau-S

Un américain du Nord consomme 600 litres d'eau par jour, un européen 250 litres, un africain 30 litres. On estime à 80 litres par jour le minimum vital. 1,3 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à une eau potable.

Bilan humain

Selon l'OMS, 160 000 personnes meurent chaque année des conséquences du réchauffement climatique, 3 millions de la pollution, 5 millions du manque d'eau saine.

La clim', l'avenir

Les professionnels de la climatisation sont heureux : depuis la canicule de l'été dernier, leurs ventes auraient progressé de 500 % ! La planète l'est moins : entre les fuites inévitables de gaz réfrigérants, l'énergie nécessaire pour les faire fonctionner, la surconsommation des voitures (25 à 35 % en plus avec la clim' !), c'est autant de gaz à effet de serre en plus. Joli marché : la clim' vous rafraîchit, mais elle réchauffe le climat, donc il faut encore plus de clim', et ainsi de suite…

LA GUERRE

D'après l'ONU, depuis trois ans, 1 350 maisons ont été détruites par l'armée israélienne à Rafah, en Palestine, faisant 13 000 sans abris. La dernière opération en a détruit une cinquantaine, et provoqué la mort de quarante et une personnes. Pendant ce temps, en Irak, les forces américaines investissaient Nadjaf, au prix de nombreux dommages dans le principal sanctuaire chiite du monde, et dans l'Ouest du pays, ayant pris un mariage pour une colonne de terroriste, tuaient une quarantaine de personnes. Ainsi va le monde.

Les conflits irakiens et israélo-palestiniens obéissent à des déterminants politiques et historiques différents, mais la logique du pire, propre à chacune de ces situations, est accentuée par la politique américaine. Loin de contribuer à la paix ou à la démocratie, celle-ci amplifie les facteurs négatifs. Cela s'explique, pour une part au moins, par le fait de l'incapacité de l'Europe de contrebalancer ces tendances négatives.

L'indécence

À Rafah, l'Union européenne a laissé une fois de plus détruire, par l'armée d'un État associé à elle, les infrastructures civiles construites avec ses propres fonds, ajoutant ainsi une humiliation supplémentaire après les destructions précédentes, et démontrant son incapacité à faire appliquer la "feuille de route" de la négociation, dont elle est une des garantes, et à progresser dans le sens de la politique définie par tous ses États membres depuis un quart de siècle. Une politique fondée sur deux États souverains. Mais George Bush a clairement expliqué que tel n'était pas son projet.

En Irak, ceux des États européens qui participent à la coalition occupante, comme la Grande Bretagne, la Pologne, le Danemark, etc. ont affirmé poursuivre les mêmes buts que ceux qui ont refusé la guerre, comme la France, l'Allemagne, maintenant l'Espagne, etc.. : rendre aussi vite que possible leur pleine souveraineté aux Irakiens. Mais George Bush a clairement indiqué qu'une telle souveraineté serait illusoire puisqu'il conserve la direction totale de ses troupes sur le terrain. Dans ce contexte, la présence du même Georges Bush, chez nous, lors de la commémoration du sacrifice des soldats américains et alliés venu il y a soixante ans libérer l'Europe du Nazisme, a quelque chose d'indécent. En la matière, la présence du commandant en chef des forces d'occupation en Irak n'est pas la seule qui pose problème, car que penser de celle de Vladimir Poutine, dont les troupes poursuivent leur sale besogne en Tchétchénie ?

LE MONDE L'EUROPE

LA PAIX, LA NON-VIOLENCE

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) mène une campagne en faveur de l'envoi d'une force internationale d'intervention civile au Proche-Orient. Aux côtés de ses partenaires – dont les Verts –, le MAN lance une campagne auprès de l'Union européenne, pour que soit réalisée une étude de faisabilité sur les conditions de l'envoi d'une force viable sur le terrain et la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à la réalisation de cet objectif. Le MAN nous encourage tous à envoyer des cartes-pétitions aux autorités nationales et européennes ; à nous porter candidat à une formation sur l'intervention civile, afin de montrer aux décideurs européens que de nombreuses personnes sont prêtes à se mobiliser ; à commander des documents de campagne ou des exemplaires de la revue *Alternatives Non-Violentes* n°128/129, "Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence". Pour toute information : [www.interventioncivile.org], courriel [interventioncivile@free.fr].

▶ Pour autant, les Européens eux-mêmes ne sont pas exempts de critiques, car que signifient ces affirmations de beaux principes sur les droits des peuples israéliens, palestiniens, irakiens ou autres afghans ou tchétchènes, si rien n'est fait pour les mettre en œuvre ?

L'espoir

Fin mai, les promoteurs de "L'initiative de paix de Genève", l'Israélien Yossi Beilin et le Palestinien Yasser Abed Rabbo, étaient en France pour nous exposer leur volonté de construire, malgré l'horreur, une dynamique d'espoir dans leurs pays. Et pour cela, ils ont besoin de la solidarité active des Européens, faute de quoi leur proposition ne serait qu'un rideau de fumée pour cacher cette horreur. Et ailleurs, en Irak, en Afghanistan, dans le Caucase, de nombreuses voix s'élèvent pour en appeler à l'Europe. Pas à une Europe impérialiste qui ajoute sa brutalité à celle des autres, mais une Europe active et médiatrice, qui applique les principes de paix et de respect du droit égal pour tous dont elle se réclame.

Les électeurs des pays de l'Union vont élire leur Parlement, un Parlement européen qui, par le passé, a déjà pris des positions courageuses pour faire appliquer de tels principes, hélas rarement entérinées par les gouvernants des États membres. Mais un Parlement qui, cette fois-ci, va disposer de pouvoir plus importants et pourrait mieux faire entendre sa voix. Dès lors, l'un des enjeux majeurs de ces élections est de faire en sorte que cette voix de paix et de respect du droit soit aussi forte et puissante que possible. Un enjeu pour l'avenir des Européens eux-mêmes et des autres peuples du monde. Un vrai hommage à ceux qui sont tombés, il y a soixante ans, sur nos plages en combattant la barbarie. ▲

BERNARD DREANO

ÉCOLO PARADE : 5 juin 2004

Le déroulement de l'Écolo parade 2004 sera particulièrement singulier cette année : prévu le samedi 5 juin prochain, elle prendra la forme d'un "cortège écolo" dans la manifestation contre la venue de George Bush en France. Tou·te·s les Vert·e·s, sympathisant·e·s et militant·e·s sont attendu·e·s pour animer le cortège. Rassemblement : le 5 juin, 17h30, place de la Bastille, à Paris. Contact : Man N'Guyen 06 03 29 72 40.

Polluer tue !

En 2002, de 6 453 à 9 513 personnes âgées de plus de 30 ans sont décédées en France du fait d'une exposition à la pollution par les particules fines (d'une taille inférieure à 2,5 microns), émises notamment par les moteurs diesel. Les experts de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale (Afsse) avancent cette évaluation dans un premier rapport sur l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique urbaine, mis en ligne sur le site [www.afsse.fr]. Les auteurs du rapport estiment à 900 000 euros le coût de chaque décès lié à la pollution atmosphérique… et augmente d'autant le nombre de victimes liées à Sainte Bagnole.

Pour quelques Inuits de moins…

Cancers, baisse de fertilité, déficiences immunitaires… Les Inuits sont gravement contaminés par les polluants organiques persistants (POP), alias "les douze salopards" : PCB, pesticides (DDT), dioxines, etc. Ces produits s'accumulent dans la graisse des ours, baleines ou phoques que consomment les Inuits. 73 % des femmes auraient un taux de PCB dans le sang cinq fois plus élevé que la norme canadienne, et 50 % de la population un taux jusqu'à 20 fois supérieur ! On a même conseillé aux mères de ne plus allaiter ! Le 17 mai dernier, la convention de Stockholm 2001, interdisant ou restreignant (ne soyons pas fous !) l'emploi de ces produits, est entrée en vigueur. Les 50 pays signataires se reverront pour la première fois en 2005. Rien ne presse ? Non, non, la croissance est revenue !

La Décroissance, n°2

Le n°2 du bimensuel *La Décroissance* est paru. À lire et à soutenir. Internet [http://journal.decroissance.org].

PÉTITION EUROPÉENNE
CONTRE LES OGM

dans nos assiettes
dans l'alimentation animale
dans l'agriculture

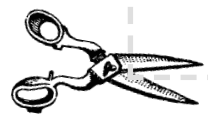
Les **OGM** ont des conséquences néfastes sur l'environnement.
Les **OGM** ont des conséquences néfastes sur la santé humaine et animale.
Les **OGM** ont par contre des conséquences positives sur les finances de quelques grandes multinationales de la biotechnologie et de l'agroalimentaire.

Je ne veux d'**OGM** ni dans mon assiette, ni dans l'alimentation animale, ni dans les champs.

NOM *PRÉNOM* — *VILLE* *DÉPARTEMENT* — *SIGNATURE*

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Pétition à retourner à : Les Verts, Secrétariat national
247 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris



Vive le choc pétrolier !

Le baril (159 l) de pétrole à 50 $? Ça ne paraît plus impossible aux experts, qui s'arrachent les cheveux. Aïe ! notre croissance, le prix à la pompe, nos autos… Rappelons que le premier choc pétrolier, en 1973, a été l'occasion d'une prise de conscience, et que c'est à partir de ce moment que les pays industrialisés ont commencé à se soucier de faire des (petites) économies d'énergie. Une petite piqûre de rappel ne leur ferait sans doute pas de mal.

Confidentiel : incident grave à Saint-Laurent-des-Eaux

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a révélé que, selon ses informations, un important incident s'était produit, le 12 mai, à la centrale nucléaire de Saint-Laurent (Loir-et-Cher), lors d'un test concernant les nouveaux générateurs de vapeur du réacteur n°2, test mené avec du sodium radioactif. Une chute de barres de contrôle se serait produite dans le cœur du réacteur, qui s'est alors arrêté. La fonction du condenseur de la turbine serait elle aussi tombée en panne, ce qui aurait provoqué une fuite de vapeur chargée en sodium radioactif. De plus, les barres de contrôle seraient restées bloquées pour une raison encore inconnue. Évidemment, personne n'en a rien su, surtout pas les riverains…

Public : incident pas grave à Cattenom

Le 16 mai, c'est un incendie qui s'est déclaré dans une partie non nucléaire de la centrale de Cattenom. D'après la direction, *« il n'y a eu ni blessé, ni impact environnemental »*. N'annoncerait-on, par hasard, que les incidents "non graves" pour faire croire à une certaine transparence ?…

Sénatoriales : bousculade Verte

Ce sont finalement 51 candidatures Vertes (19 féminines, 32 masculines) aux Sénatoriales 2004 que le bureau Verts-élections 2004 a eu le plaisir d'enregistrer entre le 5 et le 30 avril dernier. Lu cette remarque anonyme sur la liste Alphavert : *« Ben dis donc, pour un parti qui prône la suppression du Sénat dans sa configuration actuelle, il ne manque pas de volontaires courageux prêts à aller le miner de l'intérieur ! »*

SYSTÈME DE SANTÉ AUX URGENCES

Solidarité, prévention, démocratie sanitaire, principe pollueur/payeur, telles sont les clefs d'une vraie réforme du système de santé.

La Sécu est malade, le trou se creuse de manière abyssale. Cet air connu, le gouvernement Raffarin le susurre sur le mode catastrophiste (13 milliards d'euros de déficit annoncés). Jusqu'au début des années 1990, les ajustements entre les recettes et les dépenses se sont opérés via l'augmentation des prélèvements sociaux… à l'exception des cotisations sociales patronales, qui n'ont pas bougé depuis 1979. Parallèlement à l'échec de la maîtrise comptable des dépenses médicalisées, une fiscalisation rampante s'est mise en place via la contribution sociale généralisée (CSG). En 2000, celle-ci représentait un bon tiers des recettes de la branche maladie.

Sans action correctrice périodique, le système ne peut atteindre l'équilibre financier. Car sans croissance économique soutenue, il ne peut y avoir d'équilibre spontané des régimes sociaux. La dramatique dégradation de la situation de l'emploi entraîne d'abord une stagnation de la masse salariale globale, en raison de l'envolée du nombre de demandeurs d'emploi. Mais elle implique aussi une modération salariale. Résultat ? Face à une forte hausse des dépenses, due en partie aux effets du vieillissement de la population, les recettes stagnent. Et le fameux « *trou* » se creuse.

Le "bon" docteur DouDou nous ressort un blabla aux consonances ultra-libérales : hausse de la CSG, déremboursements à tout va sans changement de la politique du médicament avec les grands labos, création d'un panier de soins minimal pris en charge pour tous, avec des soins complémentaires à la charge des mutuelles ou offerts aux assurances privées. En fin de compte, les inégalités pour l'accès aux soins se creuseront.

Photo : Jean-Michel Benazeraf

Pour les Verts, une réforme aussi cruciale ne peut se focaliser sur les seuls enjeux financiers. Il est temps d'enclencher une nouvelle révolution de santé publique en tenant compte de l'influence considérable des facteurs environnementaux et sociaux sur la santé. Les Verts demandent donc un vaste débat sur la réforme de la sécurité sociale, associant pleinement les citoyens, sous la forme d'États généraux de la santé. Mettons en place une politique ambitieuse de prévention et d'éducation à la santé. Faisons payer les pollueurs en taxant les activités responsables des problèmes de santé (aliments trop salés ou sucrés à dessein, substances chimiques), développons un système de santé de proximité et réduisons la consommation de médicaments en contrôlant les pratiques des groupes pharmaceutiques. ▲

PHILIPPE HUFSCHMITT

C'EST PAS DU CINÉMA

QUEL TEMPS FAIT-IL ?

La sortie du film *Le Jour d'après*, de Roland Emmerich, le 28 mai, est prétexte à réfléchir à la question du réchauffement climatique.

Cela fait presque deux siècles que les physiciens ont identifié les principaux gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère et que nous savons que leur abondance influe sur le climat terrestre.

Cela fait plus d'un siècle que Svante Arrhenius, un scientifique suédois qui recevra le prix Nobel de chimie en 1903 pour d'autres travaux, a fait le premier calcul – correct en ordre de grandeur – reliant élévation du CO_2 dans l'air et élévation consécutive de la température planétaire. Arrhenius en avait justement conclu, sans que cette pensée ne l'inquiète à l'époque, que la civilisation industrielle allait engendrer un réchauffement climatique global de l'ordre de quelques degrés.

Cela fait un siècle et demi que les relevés de températures sont en nombre suffisant pour que nous ayons une bonne idée de la variation de la moyenne planétaire. Cela fait enfin plus de 45 ans qu'il existe des mesures continues du CO_2 dans l'atmosphère ; et dans cette chronologie, nous aurions pu ajouter que le premier ordinateur, construit il y a 60 ans, a servi à expérimenter le premier modèle numérique de prévision météorologique jamais réalisé.

Du dossier scientifique, il ressort aujourd'hui quelques certitudes, même si bien des inconnues subsistent par ailleurs :

• L'homme a augmenté de 30 %, depuis 1850, la concentration du CO_2 dans l'air, en brûlant des tonnages sans cesse croissants de gaz, de pétrole et de charbon, et en défrichant les forêts. Il faut 10 000 ans au moins à dame nature pour faire varier, toute seule, le CO_2 dans les mêmes proportions.

• Une fois mis dans l'air par nos soins, ce surplus de CO_2 mettra des siècles – voire des millénaires – pour s'évacuer de l'atmosphère, vers l'océan ou vers les écosystèmes continentaux, sans grand espoir que cette évacuation ne s'accélère significativement à l'avenir, les craintes portant plutôt sur un allongement de cette durée d'évacuation dans un climat modifié.

• À cause de cette longévité du CO_2 dans l'air, nous – et nos descendants – allons constater des perturbations climatiques croissantes pendant des centaines ou des milliers d'années, selon la conséquence à laquelle on s'intéresse.

• Toutes les estimations convergent pour dire que la température planétaire montera de 1 à 5 degrés au cours du XXIe siècle et continuera de monter ensuite. L'ampleur de l'augmentation dépendra essentiellement de ce que nous allons émettre comme CO_2 – rappelons que c'est le principal gaz à effet de serre émis par l'homme, mais pas le seul – pendant le siècle à venir.

• Quelques degrés en plus pour la température planétaire, ce n'est pas une simple affaire de destination pour les vacances estivales. Quelques degrés de plus pour la Terre dans son ensemble, c'est un changement d'ère climatique.

Situation inédite

Ainsi, lors de la dernière déglaciation, la température moyenne de la terre est passée de 10 °C – sa valeur il y a 20 000 ans : il y avait à l'époque un glacier de 3 km d'épaisseur sur l'Allemagne et la Manche était à sec – à 15 °C, sa valeur d'il y a 10 000 ans. Depuis, cette moyenne a très peu varié. Mais nos ancêtres ont dû s'adapter à 5 °C de hausse en 10 000 ans, alors que nous parlons maintenant de prendre quelques degrés en un ou deux siècles, ce qui serait 50 à 100 fois plus rapide ! Cette situation est sans précédent dans l'histoire de notre espèce et sera considérablement plus risquée que tout ce que nous avons connu dans le passé. Pour tenter d'illustrer le propos, c'est toute la différence qu'il y a entre rentrer dans un mur à 2 km/h ou y entrer à 100 ou 200 km/h !

Comme cette situation sera inédite, il est – et restera – rigoureusement impossible à la science d'en exposer à l'avance toutes les conséquences possibles. Se tourner vers le passé aide incontestablement à mieux cerner le futur, mais ne suffit hélas pas pour faire des projections très détaillées pour les siècles qui viennent. Gardons-nous toutefois de croire, comme nous le faisons trop souvent, que l'ignorance est une garantie qu'il ne se passera rien de gênant, et souvenons-nous que les grandes crises d'extinction du passé sont vraisemblablement associées à des transitions climatiques brutales, comme celle qui a causé la disparition des dinosaures il y a 65 millions d'années. Mon sentiment est qu'il n'est aujourd'hui pas possible d'exclure quelques milliards de morts comme conséquence ultime d'une transition climatique qui se situerait dans le haut de la fourchette des projections disponibles.

L'un des effets possibles de l'évolution actuelle cause généralement une grande surprise à celui ou celle qui le découvre : il s'agit d'un possible refroidissement brutal sur l'ensemble de l'Atlantique Nord, dans un monde qui pourtant se réchauffera globalement. Par "brutal" il faut comprendre "en quelques décennies", et non, comme c'est le cas dans *Le Jour d'après*, en une semaine. Un tel refroidissement brutal de l'ensemble de l'Atlantique Nord pourrait survenir si le Gulf Stream s'arrêtait à l'avenir, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises au cours des 100 000 dernières années, pour des raisons désormais relativement bien connues.

L'avant-dernier de ces arrêts du Gulf Stream, il y a 12 000 ans, a également eu pour conséquence, outre une baisse très nette de la température, une division par 2 à 4 des précipitations pour les endroits de l'Europe de l'Ouest où les données sont disponibles. La question de l'évolution des précipitations, si un tel arrêt du Gulf Stream se reproduisait à l'avenir, est donc posée, sans qu'une réponse claire ne puisse lui être apportée aujourd'hui.

L'éventualité d'un refroidissement européen et est-américain aux conséquences massives, survenant en quelques décennies dans un climat qui se réchauffera globalement, n'est pas totalement chimérique. La science ne peut aujourd'hui ni conclure sur le degré de probabilité (on sait juste que c'est possible), ni sur la date si cela arrive, ni sur l'ampleur exacte du phénomène s'il se produit.

Ce que peut néanmoins dire la science, c'est que tant que nous émettrons des quantités croissantes de gaz à effet de serre, le risque qu'un tel arrêt du Gulf Stream se produise, d'ici quelques décennies à quelques siècles, augmentera avec le temps. ▲

DANIEL JAUNAS
[daniel.jaunas@laposte.net]

Dans [elections@les-verts.org], Daniel Jaunas propose aussi une critique du film *Le Jour d'après* : *« […] sur la base d'événements factuellement impossibles, mais qui permettent assurément des effets spéciaux en nombre, le film attire l'attention du spectateur sur un vrai problème du vrai dossier du vrai changement climatique […]. »*

DOSSIER EUROPÉEN

L'ÉCOLOGIE
Les Verts

Les derniers rendez-vous de la campagne

Mardi 01 juin
Toulouse (31)
Centre des congrès,
11 esplanade Compans Caffarelli.
À 20h

Mercredi 02 juin
Nantes (44)
Cité des congrès,
auditorium, 5 rue de Valmy. À 19h30

Jeudi 03 juin
Montpellier (34)
Salle Fernand Pelloutier,
Maison des syndicats, place Zeus

Vendredi 04 juin
Lyon (69)
Salle Édouard Herriot, Palais mutualité,
26 rue Verlet Hanus. À 20h.

Lundi 07 juin
Lille (59)
Salle des Fives,
91 rue Delannoy. À 20h

Mardi 08 juin
Tours (37)
Centre international
de congrès, auditorium Ronsard,
26 boulevard Heurteloup. À 20h

Mardi 08 juin
Rouen (76)
Salle municipale Halle aux Toiles,
place Haute-Vieille Tour. À 20h

Mercredi 09 juin
Paris (75)
La Mutualité,
24 rue Saint-Victor (Ve). À 20h

Ont collaboré à ce dossier :
VINCENT BARRAILLER,
LUC BLANCHARD,
JOËL CHENAIS,
RACHEL KHAN,
GAËLLE LEGROUX,
***et* AGNÈS VERDEAU.**

Photos : Henri Cacchia

LE 13 JUIN, OCCUPONS-NOUS DE LA TERRE !

LE CONTRAT DES VERTS POUR L'EUROPE

SITE INTERNET COMMUN, AFFICHES COMMUNES, APPARITIONS DE LEADERS EUROPÉENS, INITIATIVES À 25…

44 propositions pour 2004-2009

1 Pour une future réforme constitutionnelle.

2 Abolir le traité Euratom d'ici 2007.

3 Promouvoir les droits fondamentaux en Europe.

4 Promouvoir l'égalité des chances.

5 Assurer un contrôle adéquat d'Europol et des services de renseignement.

6 Campagne contre les risques de la biométrie.

7 La protection de la santé humaine passe par une meilleure protection de l'environnement.

8 Un pacte de stabilité climatique en Europe : réduire les gaz à effet de serre de 30 % d'ici 2020.

9 Introduire une taxe sur le kérozène dans l'UE d'ici 2006 et la promouvoir à l'échelle internationale.

10 Réduire d'un tiers le trafic de poids lourds d'ici 2010.

11 Transport ferroviaire : plus de 100 % d'augmentation pour le transport de marchandises d'ici 2010.

12 Installer 10 millions de toits solaires.

13 Un meilleur contrôle des substances chimiques à haut risque.

14 Filtres à particules pour les nouvelles voitures diesel d'ici 2010.

15 Créer un bureau indépendant pour le suivi de "Natura 2000".

16 Stratégie des Verts sur les organismes génétiquement modifiés : zone, carte, label.

17 Promouvoir l'agriculture biologique.

18 Améliorer les conditions de transport des animaux et réduire la longueur des trajets.

19 Arrêter le pillage des stocks de poisson dans le tiers-monde.

20 Promouvoir la convergence sociale et la sécurité sociale.

21 Un droit à la formation professionnelle pour les chômeurs.

22 Un passeport européen pour tous les nationaux des pays tiers en situation régulière dans l'UE.

23 Prix annuel récompensant les "meilleures initiatives vers un développement urbain durable".

24 Repenser le système du commerce mondial.

25 Réformer les institutions financières internationales.

26 Protéger les services publics à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

27 Coopération au développement renforcée.

28 Introduire la taxe Tobin sur les transactions financières.

29 Un Fonds européen de capital social pour les projets de développement durable.

30 Vers l'harmonisation de l'imposition des sociétés.

31 Promouvoir les logiciels libres dans les administrations publiques.

32 La dimension transversale de la culture : sauvons la diversité culturelle.

33 Erasmus : 500 000 étudiants en Europe tous les ans.

34 Programme éducatif européen sur l'immigration dans les écoles primaires.

35 Promouvoir l'industrie européenne du film.

36 Étendre les droits des artistes : un observatoire européen de la culture.

37 Un observatoire pour promouvoir le pluralisme et l'indépendance des médias.

38 Un fonds européen et une véritable politique européenne pour les sports.

39 Renforcer la prévention des conflits et le Corps civil européen de paix.

40 Un code de conduite contraignant sur toutes ventes d'armes d'ici 2009.

41 Un siège unique pour l'Europe au Conseil de sécurité de l'ONU.

42 Une Cour pénale internationale pleinement opérationnelle avant 2006.

43 Abolir la peine de mort dans le monde avant 2010.

44 Rendre les institutions communautaires plus transparentes, plus responsables et plus "Vertes".

Sur le site internet [elections.lesverts.fr], les 44 propositions en détail…

Environnement : quatre crises majeures, quatre défis non négociables pour l'Europe et le reste du monde…

La domination de l'ultra-libéralisme, avec son cortège de dégâts sociaux immédiats, tend souvent à occulter les effets environnementaux globaux de plus d'un siècle de productivisme et d'expansion d'un modèle de croissance sans limite de la consommation. Productivisme et croissance prônés avec constance par tous les gouvernements, de gauche comme de droite.

Aujourd'hui émergent quatre crises environnementales majeures : changement climatique, déplétion des ressources non renouvelables, destruction de la diversité biologique, impacts sanitaires des pollutions. Il ne s'agit plus simplement de "qualité de la vie", mais d'enjeux vitaux. Aujourd'hui plus de 1,3 milliard de Chinois s'apprêtent à copier notre modèle de développement, celui d'environ 1,2 milliard d'habitants du Nord qui accaparent entre 50 et 80 % des ressources non renouvelables disponibles. Sans oublier les plus de trois milliards qui survivent. Il n'est plus possible de croire que cela sera viable quand l'empreinte écologique globale actuelle de l'humanité dépasse déjà les capacités de la planète. Les effets de ces crises transcendent les frontières et concernent l'ensemble du monde. La responsabilité de l'Europe est grande entre, d'un côté, les États-Unis incapables de renoncer au pillage, et de l'autre les pays du Sud, que l'on ne peut faire renoncer à notre modèle que si nous-mêmes montrons l'exemple.

QUATRE CRISES MAJEURES QUATRE DÉFIS !

Les difficultés ne sont pas minces. Il y a l'urgence des inégalités sociales "Nord-Sud" et à l'intérieur mêmes des pays du Nord. Témoin l'aspiration des dix "nouveaux" pays européens à rejoindre notre modèle de développement au moment même où les réalités, non négociables, des quatre crises vont nous contraindre à y renoncer. L'Europe doit contribuer à rendre juste la réduction inexorable de l'empreinte écologique globale des pays dits développés. L'ajustement des empreintes individuelles doit permettre d'égaliser celles du bourgeois du XVIe arrondissement parisien et du travailleur émigré de Saint-Denis, celles de l'américain "huppé" et du Bengali.

Cela exige non seulement une politique européenne de l'environnement forte, mais aussi des politiques sociales, fiscales, économiques, industrielles et de recherche volontaristes. Il convient d'anticiper la cascade de bouleversements qui vont d'abord frapper l'ensemble des activités "accros" de ressources – matières premières, énergie – non renouvelables et, par ricochet, l'ensemble des activités humaines, et nos systèmes de protection sociale en particulier. ▲

LE 13 JUIN, OCCUPONS-NOUS DE LA TERRE !

Outre-mer

1. Harry Durimel
Tête de liste, 46 ans, Guadeloupe.

2. Brigitte WYNGAARDE
34 ans, Guyane
3. Didier BARON
55 ans, Nouvelle-Calédonie
4. Isabelle URBAN
42 ans, Réunion
5. Louis-Léonce LECURIEUX-LAFFERRONNAY
45 ans, Martinique
6. Gladys LINTZ
53 ans, Polynésie

Loire-Massif Central

1. Dominique Normand
Tête de liste, 52 ans, Limousin.

2. Florent GROSPART
34 ans, Centre
3. Hélène LEVET
40 ans - Auvergne
4. Xavier MADROLLE
65 ans, Centre
5. Hayat LOTFI
42 ans, Limousin
6. Denys CIGOLOTTI
33 ans, Auvergne
7. Solenn NIVET
24 ans, Forum des Jeunes Verts
8. Abderrahmane MARZOUKI
50 ans, Centre
9. Nicole BOUILLY
60 ans, Centre
10. Nicolas PATUREAU-MIRAND
32 ans, Limousin
11. Danielle AUROI
60 ans, Auvergne
12. Cyril COGNÉRAS
31 ans, Parti Occitan, RPS

Sud-Est

Photo : Thierry Chesnot

1. Jean-Luc Bennahmias
Provence-Alpes-Côte d'Azur.

2. Nicole GUILHAUDIN
Rhône-Alpes-Savoie
3. Norbert LAREDO
Corse
4. Anne-Marie HAUTANT
Provence-Alpes-Côte d'Azur - Parti Occitan
5. Raymond VINCIGUERRA
Provence-Alpes-Côte d'Azur
6. Pascale BONNIEL CHALIER
Rhône-Alpes
7. Mohamed LAGHILA
Provence-Alpes-Côte d'Azur
8. Kenza AGHOUCHY
Rhône-Alpes
9. Muttiah YOGANANTHAN
Rhône-Alpes
10. Violaine GABORIAU
Provence-Alpes-Côte d'Azur
11. Roland COMTE
Rhône-Alpes
12. Françoise JAILLET
Rhône-Alpes-Savoie
13. Benoist MAGNAT
Provence-Alpes-Côte d'Azur
14. Francine TRAMONI-BEGUÉ
Corse
15. François ALFONSI
Parti de la Nation Corse
16. Maguite CHICHEREAU DINGURARD
Rhône-Alpes
17. Pierre CAZEEL
Provence-Alpes-Côte d'Azur
18. Annick DELHAYE
Provence-Alpes-Côte d'Azur
19. Jean GRAZIANI
Corse
20. Catherine LEVRAUD
Provence-Alpes-Côte d'Azur
21. Étienne TÊTE
Rhône-Alpes
22. Danielle PERSICO
Rhône-Alpes
23. François MEHL
Rhône-Alpes
24. Maryse OUDJAOUDI
Rhône-Alpes
25. Gérard LERAS
Rhône-Alpes
26. Mariane MOUKOMEL-CLARTÉ
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Ouest

Photo : Angeli

1. Marie-Hélène Aubert
Tête de liste, 48 ans, ancienne vice-présidente de l'Assemblée nationale, enseignante, Angers.

2. Gérard BORVON
Responsable associatif, Bretagne
3. Marie LEGRAND
Vice-présidente du Conseil régional, Poitou-Charentes
4. Ronan DANTEC
Vice-président de la communauté urbaine de Nantes
5. Jedjiga OUGGAD-DOUILLARD
Psychologue clinicienne, RPS-Union Démocratique Bretonne
6. Jacques MARET
Agriculteur bio, Poitou-Charentes
7. Nicole KIIL-NIELSEN
Adjointe au maire de Rennes, Bretagne
8. Marc DE SAINT-LAURENT
Vice-président de la communauté d'agglomération de Lannion-Trégor, comédien, Bretagne
9. Dominique TRICHET-ALLAIRE
Forum des Jeunes Verts, juriste, Pays de la Loire
10. Amaury BREUILLE
Adjoint au maire de Niort, auditeur qualité interne, Poitou-Charentes
11. Simone PARIS DE BOLLARDIÈRE
Militante association non-violence, Bretagne
12. Alain DAVID
Apiculteur, Pays de la Loire
13. Sophie ADAM-BOUVYER
Libraire, Poitou-Charentes
14. André OLLIVRO
Conseiller municipal de Ploufragan, ingénieur, Bretagne
15. Dominique NIEDERKORN
Vice-présidente de la communauté urbaine du Mans, Pays de la Loire
16. Alain BUCHERIE
Adjoint au maire de La Rochelle, Poitou-Charentes
17. Michèle PENDELIÈVRE
Responsable de la commission mer et littoral des Verts, Bretagne
18. Henri GOURMELEN
Conseiller municipal de Saint-Malo, président de l'association des élus municipaux bretons, RPS-Union Démocratique Bretonne
19. Françoise GILBERT
Gérante de société, Pays de la Loire
20. Gilles DENIGOT
Docker, syndicaliste, conseiller municipal de Saint Nazaire

TOU-TE-S LES CANDIDAT-E-S DES VERTS

Est

1. Marie Anne Isler Béguin
Tête de liste,
députée européenne, Lorraine.

2. Yann WEHRLING
Porte-parole national des Verts, illustrateur, Alsace
3. Catherine HERVIEU
Conseillère municipale à Dijon, psychologue à l'Éducation nationale, Bourgogne
4. Éric ALAUZET
Adjoint au maire de Besançon, médecin, Franche-Comté
5. Agnieszka COUDERQ-KUBAS
Consultante, Pologne
6. Kamel MOUHOUBI
Chargé de clientèle, Champagne-Ardenne
7. Antoinette GILLET
Vice-présidente du Conseil régional, bibliothécaire en retraite, Franche-Comté
8. Jean-Patrick MASSON
Adjoint au maire de Dijon, Bourgogne
9. Mezhoura NAIT-ABDELAZIZ
Professeur d'anglais, Champagne-Ardenne
10. Antoine VILLARD
Forum des Jeunes Verts, enseignant, Alsace
11. Éliane ROMANI
Conseillère municipale à Thionville, orthophoniste, Lorraine
12. Laurent FRITZ
Enseignant, Alsace
13. Charlotte SEITZ
Conseillère municipale à Chalon-sur-Saône, Bourgogne
14. Thierry GALLAT
Directeur d'établissement médico-éducatif, Franche-Comté
15. Patricia AUBERTIN
Conseillère municipale à Saint-Savine, photographe, Champagne-Ardenne
16. Jacques MULLER
Maire de Wattwiller, ingénieur agronome, Alsace
17. Dominique VOYNET
Ancienne ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Franche-Comté
18. Fabrice WOWAK
Professeur de sciences physiques, Champagne-Ardenne
19. Solange FERNEX
Députée européenne honoraire, Alsace
20. Daniel DIETMANN
Maire de Manspach, professeur de biologie, Alsace

Sud-Ouest

1. Gérard Onesta
43 ans, architecte, vice-président du Parlement européen, Pays tarnais.

2. Marie-Christine BOUTHEAU
43 ans, attachée territoriale, maire adjointe de Cenon, Pays bordelais
3. Gorka TORRE
29 ans, professeur de biologie, militant de la non-violence active, soutenu par les partis abertzale basques (AB, PNB, EA), Pays Basque
4. Nicole MOSCHETTI-STAMM
60 ans, géographe écologue, vice présidente de la communauté d'agglomération de Montpellier, Pays hérault
5. Gérard CHAUSSET
42 ans, coordinateur emploi-formation, maire adjoint de Mérignac, Pays bordelais
6. Josiane DAUNIS MARTY
57 ans, chargée d'édition, secrétaire fédérale du Parti Occitan, déléguée fédérale de RPS, Occitanie centrale
7. Abdealim BENBAKIR
44 ans, consultant informatique, président d'une association de lutte contre les discriminations, Pays hérault
8. Brigitte BROZIO
55 ans, citoyenne allemande, militante écologiste et altermondialiste, Quercy
9. Vincent CANTIE
51 ans, viticulteur, syndicaliste agricole, membre de RPS/Bloc Català, Catalogne
10. Annie BENEZECH
45 ans, responsable d'un refuge pour animaux, élue montpelliéraine, Pays hérault
11. Frédéric LIEVY
42 ans, responsable commercial, animateur national de la Communauté des gens du voyage
12. Véronique GAUTHIER
40 ans, agricultrice bio, militante syndicale, Périgord
13. Antoine MAURICE
23 ans, étudiant, animateur du Forum des Jeunes Verts, Gasgogne
14. Estelle COMELLAS
29 ans, responsable d'une revue occitane, Béarn
15. Frédéric CAMINO
43 ans, employé de bureau militant pour la cause des personnes handicapées, Pays bordelais
16. Isabelle FRANÇOIS
41 ans, actrice, chanteuse, "mise en scéniste", Pays de l'Étang de Thau
17. Didier CLAUDE-ROD
54 ans, médecin, député européen, spécialiste des questions de santé et de coopération, Lauragais
18. Jeannine BOURRELY
55 ans, sylvicultrice, apicultrice, militante syndicale et associative, Cévennes gardoises
19. Noël MAMÈRE
56 ans, journaliste député maire de Bègles, ancien candidat à la présidence de la République, Pays de Gironde
20. MARIE-FRANÇOISE MENDEZ
47 ans, consultante en environnement, ancienne vice-présidente du Conseil régional de Midi-Pyrénées, Pays toulousain

Nord-Ouest

1. Hélène Flautre
Tête de liste, 45 ans, élue municipale d'Arras, députée européenne.

2. Jean-Pierre LANCRY
52 ans, conseiller en formation, travailleur privé d'emploi, élu municipal de Rouen, Haute-Normandie
3. Marie-Anne ROBERT-KERBRAT
34 ans, professeur des Écoles, Basse-Normandie
4. Francis WHYTE
49 ans, fonctionnaire européen, Nord-Pas-de-Calais
5. Marie-Jeanne POTIN
53 ans,professeur de Lettres, conseillère régionale de Picardie
6. Paulo-Serge LOPES
27 ans, étudiant-chercheur en Sciences politiques, Nord-Pas-de-Calais
7. Tounès RAHIM
32 ans, juriste, élue municipale de Roubaix, Nord-Pas-de-Calais
8. Yannick SOUBIEN
43 ans, vice-président du Conseil régional de Basse-Normandie, maire de Taillebois
9. Delphine SCHWINDENHAMMER
39 ans, professeur d'histoire-géographie, Picardie
10. Stephen BONES
36 ans, responsable du département langues à l'Université, Nord-Pas-de-Calais
11. Maryse FABER-ROSSI
54 ans, professeur de lettres, Nord-Pas-de-Calais
12. Philippe HACHET
54 ans, gérant d'une société de métallurgie, Haute-Normandie
13. Malka KREIZEL-DEBLEDS
48 ans, avocate, Haute-Normandie
14. Yves CHAFFRAIX
43 ans, gérant d'une société d'informatique, Basse-Normandie
15. Éliane DELALOT
49 ans, viticultrice, Picardie
16. Bernard DELEMOTTE
63 ans, médecin du travail retraité, Picardie
17. Gaëlle MANGIN
24 ans, juriste, en recherche d'emploi, Forum des Jeunes Verts, Nord-Pas-de-Calais
18. Franck DELATTRE
38 ans, assistant à la politique de la ville en société d'HLM, conseiller régional de Picardie
19. Evelyne GOSSART
59 ans, chargée de formation continue, Nord-Pas-de-Calais
20. Pierre DIEULAFAIT
53 ans, employé de banque, élu municipal du Havre, Haute-Normandie
21. Anna CZAPSKI
27 ans, formatrice en français, Nord-Pas-de-Calais
22. Jean-Luc VÉRET
53 ans, médecin de santé publique, Basse-Normandie
23. Marie-Christine BLANDIN
51 ans, sénatrice du Nord
24. Jean-Pierre GIROD
45 ans, vice-président du Conseil régional de Haute-Normandie

Île-de-France

Photo : Élodie Grégoire

1. Alain Lipietz
56 ans, économiste, député européen sortant.

2. Alima Boumediène-Thiéry
47 ans, juriste internationale, députée européenne sortante.

3. Sébastien LEPLAIDEUR
29 ans, éditeur
4. Maud LELIÈVRE
29 ans, maire adjointe à Saint-Denis
5. Patrick FARBIAZ
50 ans, attaché parlementaire
6. Léonide CELINI
55 ans, biologiste
7. Jacques TARTINVILLE
31 ans, démographe
8. Sophie CLUZEAU
41 ans, libraire
9. Didier LE BER
48 ans, assistant
10. Estelle LE TOUZÉ
58 ans, consultante
11. Jacques PICARD
48 ans, chargé de formation
12. Caroline MECARY
41 ans, avocate
13. Florent MARCELLESI
25 ans, urbaniste, Le Forum des Jeunes Verts
14. Syrine CATAHIER
32 ans, juriste
15. Musa KAVAL
49 ans, chef d'entreprise, Kurde
16. Annie TRONCHET
44 ans, collaboratrice de cabinet
17. Dominique CARRÉ
47 ans, professeur des universités
18. Danielle VALERO
47 ans, chirurgien-dentiste
19. Lino FERREIRA
39 ans, cadre territorial
20. Suzanne AUGER
55 ans, mère de famille
21. Bernard MARIS
57 ans, journaliste
22. Charlotte NENNER
31 ans, ingénieur
23. Helder DE OLIVEIRA
34 ans, juriste
24. Marie-Pierre DIGARD
46 ans, documentaliste, conseillère régionale
25. Denis BAUPIN
41 ans, maire adjoint à la mairie de Paris, chargé des transports
26. Francine BAVAY
52 ans, vice-présidente du Conseil régional
27. Yves CONTASSOT
54 ans, maire adjoint à la mairie de Paris, chargé de l'environnement
28. Cécilia BAEZA
24 ans, étudiante

LE 13 JUIN, OCCUPONS-NOUS DE LA TERRE !

UNE POLONAISE EN FRANCE

AGNIESZKA KUBAS, *Polonaise, est présente dans l'Est, sur la liste de Marie Anne Isler Béguin.*

L'amour à la française saoul comme un polonais

UN BON POTAGE DE POLITIQUE, DE VENGEANCE SUR LE PASSÉ ET DE SPIRITUALISME.

Je suis citoyenne polonaise. Il y a presque un an, j'ai rencontré Dany Cohn-Bendit et le monde des Verts. Me voici aujourd'hui candidate au Parlement européen, sur la liste française de Marie Anne Isler Beguin.

Pourquoi les Verts ? Le communisme – système qui a formé mon enfance – est mort et c'est tant mieux. Pourtant, sa disparition a déséquilibré le système délicat socio-politique de la Terre, permettant trop vite au néolibéralisme d'annoncer sa seule vérité. Je suis bien placée pour évaluer les effets de la globalisation sur l'économie d'un pays en voie de développement. En Pologne, j'ai pu observer l'évolution d'une économie étatique communiste vers la "colonisation" capitaliste avancée… Accompagnant la privatisation des compagnies étatiques, le nombre de multinationales croît bien plus vite que le nombre de nouvelles grandes entreprises à capitaux domestiques. Cela veut dire que quasiment toute la privatisation est faite par des capitaux étrangers – avec en tête des entreprises françaises telles que France Télécom, Saint-Gobain, Michelin… On nous dira qu'il n'y a aucun mal au transfert des technologies, à l'export, à la création d'emplois, qu'on est en Europe… bref tous les arguments néolibéraux qui se vendent si bien.

La Pologne souffre de plus de 20 % de chômage. Je pourrais continuer de la même manière sur l'environnement, avec notre agriculture familiale, sur l'éducation civique, sur les droits humains, bref, sur tout le programme Vert.

Pourquoi la France ? La réponse à cette question se cuit dans un bon potage de politique, de vengeance sur le passé et de spiritualisme. Nous avons une histoire commune depuis des siècles, aujourd'hui nous partageons ensemble le rêve européen ; néanmoins, nous savons très peu les uns des autres. Je serai sur la liste de Marie Anne Isler Béguin pour expliquer aux Français et aux Polonais qu'il ne faut pas abandonner la construction européenne aux politiques ! Je veux trouver des points en commun entre les agriculteurs des deux pays pour qu'ils combattent ensemble le vrai ennemi : l'agrobusiness à l'échelle industrielle ; des points communs entre les scientifiques des universités dans les régions du Grand Est et de Silésie, pour ▶

IL Y A DES PRODUITS QUI BROIENT CEUX QUI LES RÉCOLTENT.

CHRISTOPHE GIRARD, *adjoint au maire de Paris chargé de la Culture, présent sur la liste européenne des Verts de Rome.*

UN PARISIEN À ROME

Christophe Girard, l'Italie et la culture

J'adhère au mouvement Vert en 1998 à la demande de Dany Cohn-Bendit, suis candidat aux élections européennes de 1999 en France, adjoint à la culture aux côtés du maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, depuis 2001, polyglotte et européen convaincu. Je me soucie de l'avancée des libertés individuelles et suis très impliqué dans les débats qui agitent aujourd'hui la société, de la création contemporaine au mariage des homosexuels.

J'ai imaginé pour Paris la "Nuit Blanche", désormais fêtée à Rome et dans plusieurs autres villes européennes. Ce parcours artistique nocturne témoigne d'une approche volontairement physique et sensible de l'art et invite les habitants à découvrir des œuvres d'artistes disséminées dans des lieux insolites. À la recherche de nouvelles formes d'action culturelle, partisan d'une plus grande ouverture et d'une meilleure éducation artistique, je défends une vision "civique" de la culture.

La nécessité d'aborder les problématiques de nos sociétés modernes de manière transversale est au cœur de mon combat politique. Il faut protéger l'environnement. La société et l'économie doivent coexister plus harmonieusement. J'insiste notamment sur l'urgence de repenser les politiques énergétiques et de défense. Une Europe constituée en vraie force politique représente pour moi la seule possibilité de peser sur les enjeux environnementaux face à l'hégémonie américaine et à la future hégémonie chinoise.

Mes engagements vont de la lutte pour l'extension du modèle social européen à l'invention d'une grande politique des langues. J'en appelle à une Europe de la citoyenneté, une "communauté de destin" dans laquelle la société civile serait véritablement partie prenante de l'élaboration des valeurs communes, contre l'obscurantisme, la peur, le repli et la confiscation de la démocratie. ▲

> UNE COMMUNAUTÉ DE DESTIN DANS LAQUELLE LA SOCIÉTÉ CIVILE SERAIT VÉRITABLEMENT PARTIE PRENANTE DE L'ÉLABORATION DES VALEURS COMMUNES.

▶ résoudre la question de la restructuration du secteur polonais des mines… C'est ça, notre campagne, non seulement pour la région où je me présente, mais aussi pour une Europe écologique, juste, socialement et culturellement équilibrée ! ▲

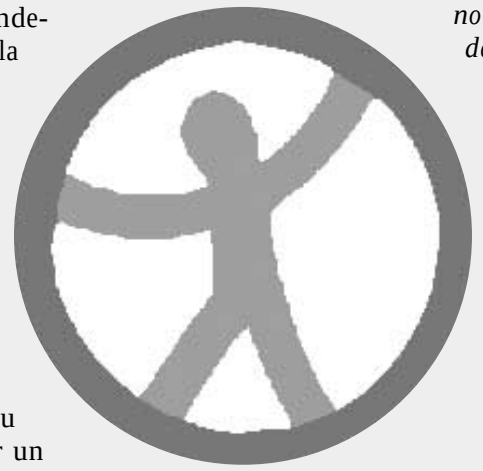
LE 13 JUIN, OCCUPONS-NOUS DE LA TERRE !

L'ATELIER DU POSSIBLE

Tous citoyens du monde !

« … Nous nous déclarons, symboliquement, territoire mondial lié à la communauté mondiale. »

C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que naît Citoyens du monde. En 1949, alors que l'Europe est dans les limbes et que l'ONU s'est constituée comme étant l'émanation des gouvernements nationaux, les Citoyens du monde veulent créer un pouvoir fédéral mondial. D'emblée, le Registre est créé. C'est un État civil mondial sur lequel un million de personnes déclarent vouloir s'inscrire ! La liste des personnalités françaises est impressionnante : André Breton, Albert Camus, Raymond Quenau, René Dumont, Théodore Monod, Hubert Reeves, et tant d'autres…



Dès 1950, le mouvement s'étend aux collectivités. Cahors se déclare symboliquement "territoire mondial", imité presque aussitôt par 239 communes du Lot (46). Hiroshima et Boston ne tarderont pas à suivre. Au total, plus d'un millier de communes déclarent : *« Sans rien renier de notre attachement, de nos devoirs et de nos droits à l'égard de notre région et de notre nation dans la mesure où ils sont compatibles avec un ordre mondial, nous nous déclarons, symboliquement, territoire mondial lié à la communauté mondiale. »*

Solidaire de l'humanité

Le but de Citoyens du monde est d'organiser la désignation de délégués à une Assemblée constituante des peuples afin d'établir des lois mondiales. En attendant que ce parlement soit réalisable, la fédération soutient les travaux du Congrès des peuples et de ses commissions.

Après la création de l'Institut d'études mondialiste, de l'Agence mondiale de presse et du Fonds mondial de solidarité contre la faim, un nouvel organisme voit le jour à Paris en avril 2004 : l'Assemblée consultative auprès du Congrès des peuples. Cette assemblée a vocation à devenir un Forum social permanent car, comme le disent les Citoyens du monde, *« à problèmes mondiaux, solutions mondiales »*. ▲

Pour en savoir plus, site internet [www.recim.org].

Il est temps que l'Europe retrouve l'appétit.

Les Verts

FICHE TECHNIQUE

Le développement durable

De sommets de la planète en accords de Kyoto, de beaux discours en grandes recommandations, le terme “développement durable” a tellement été galvaudé et vidé de son sens qu’on ne sait plus trop ce qu’il signifie. Petit rappel sans jugement politique.

Suivant la définition adoptée, dès 1987, par la Commission mondiale sur l’environnement et le développement dans son rapport sur la Stratégie mondiale de la conservation, un développement durable est *« un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. »*

DÉFINITION

Selon les auteurs, le développement durable se veut à la fois un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement “soutenable”. Partant du principe qu’une croissance économique seule, ne tenant pas compte des coûts sociaux (inégalités, pauvreté, etc.) et écologiques (pollutions, destruction de la faune, de la flore, de l’atmosphère, etc.), n’est ni rentable, ni “soutenable” éternellement, l’idée de développement durable veut imposer, comme son nom l’indique, de prendre en compte le long terme, celui du bien-être des générations futures de tous les continents, celui de la pérennité des équilibres écologiques.

On peut résumer le développement durable en trois grands principes

• Le principe de précaution : mieux vaut renoncer à un choix technologique, économique ou autre si ses conséquences négatives potentielles peuvent en dépasser les bénéfices.
• Le principe de solidarité entre les générations : il faut prendre en compte l’impact futur des choix d’aujourd’hui.
• Le principe de participation : le développement durable est l’affaire de tous les citoyens, qui ont leur part à prendre dans les processus de décision.

HISTORIQUE

• **1951 :** premier rapport sur l’État de l’environnement dans le monde de l’Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

• **1970 :** le Club de Rome – réunion informelle de savants et d’intellectuels du monde entier – publie *Halte à la croissance*, un ouvrage dénonçant les dangers d’une croissance économique et démographique exponentielles.

• **1972 :** à Stockholm, la conférence de l’ONU sur l’Environnement humain avance le concept d’écodéveloppement, cherchant à réconcilier développement humain et développement économique, et recommande de remettre en cause les modes de développement du Nord et du Sud. Elle aboutit à la création du Programme des Nations unies pour l’environnement (PNUE) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

• **1987 :** le rapport Notre avenir à tous de la Commission mondiale sur l’environnement, commission dite Bruntland – du nom de Mme Gro Harlem Bruntland, qui l’a présidée –, consacre le terme de *sustainable development* proposé en 1980, qui sera finalement traduit en français par “développement durable”.

• **1992 :** le terme est adopté, par 182 États, lors du Sommet de la planète Terre, à Rio de Janeiro. Le sommet adopte les 27 principes de la déclaration de Rio *[cf. encadré]* et les 2 500 recommandations de l’Agenda 21, un *« Programme pour le XXIe siècle »*.

• **1993 :** la Conférence mondiale sur les droits de l’homme, qui se déroule à Vienne, insiste sur le droit des populations à un environnement sain et au développement, deux exigences auxquelles s’étaient opposés certains États à Rio.

• **1995 :** le Sommet mondial sur le développement social, à Stockholm, insiste sur le rapport entre développement et valorisation des ressources économiques, sociales et culturelles, notamment celles des groupes les plus vulnérables.

• **1997 :** le protocole de Kyoto fixe des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les pays industrialisés, pour la période 2008/2012 (-5,2 %). Son application se heurte à un refus de signature de plusieurs États (États-Unis, Russie…), ainsi qu’à la mise en œuvre de mécanismes de flexibilité, les “permis de polluer”.

• **2002 :** le sommet de Johannesburg a essentiellement réinsisté sur les principaux points déjà évoqués auparavant, réaffirmant l’importance de l’élimination de la pauvreté, de la modification des modes de production et de consommation, de la protection des ressources naturelles…

AGENDA 21 : UN PROGRAMME POUR LE XXIE SIÈCLE

Le Plan d’Action 21, ou Agenda 21, se veut la traduction concrète des 27 principes énoncés à Rio, en 1992, lors du Sommet de la Terre. Quarante chapitres, divisés en quatre sections (social/économique, ressources, grands groupes, moyens) : c’est une sorte de catalogue d’actions concrètes, d’objectifs, d’activités et de moyens d’exécution que les États signataires sont invités à appliquer le mieux possible, mais qui ne comporte pas d’obligations.

Suite page suivante…

...suite de la page précédente

« Action 21 aborde les problèmes urgents d'aujourd'hui et cherche aussi à préparer le monde aux tâches qui l'attendent le siècle prochain », indique son préambule.
Le volet social et économique aborde la coopération internationale, la lutte contre la pauvreté, la modification des modes de consommation, la démographie, la santé, etc. Le chapitre 2, "Ressources", est consacré à la protection de l'environnement : eau douce, océans, terre (déboisement, cultures, etc.), biodiversité, déchets dangereux et/ou radioactifs. La partie "Grands groupes" concerne l'humain : les femmes, les enfants, les populations autochtones, les collectivités locales, les syndicats, les Organisations non gouvernementales (ONG), les agriculteurs, etc. Enfin, le chapitre "Moyens" aborde les ressources et les mécanismes financiers, les transferts de techniques, la science, l'éducation, les instruments et les mécanismes juridiques, l'information, etc. Véritable plan mondial d'action, l'Agenda 21 a été signé par 173 nations.

L'Europe et le développement durable

Le Conseil européen, qui s'est tenu à Göteborg en juin 2001, a adopté une stratégie pour le développement durable de l'Union européenne. Il a invité *« l'industrie à participer à la mise au point et à l'utilisation généralisée de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement dans des secteurs comme l'énergie et les transports »*, et *« les États membres à élaborer leur propre stratégie nationale de développement durable »*. Il a, en particulier, soutenu la Commission européenne en ce qui concerne la traçabilité et l'étiquetage des OGM *[avec le résultat que l'on sait, NDLR !]*, et dans les efforts nécessaires pour répondre aux critères de l'accord de Kyoto en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre. Ladite commission avait, au préalable, rendu un rapport insistant sur certains points, à ses yeux cruciaux : les changements climatiques et leurs conséquences, les menaces potentielles pour la santé publique – dues aux substances toxiques et aux résistances aux antibiotiques –, la nécessité de préserver les stocks naturels en matière de pêche et d'eau douce, la lutte contre l'exclusion sociale, qui touche 7 % de la population européenne, les embouteillages et la pollution, et enfin la réduction nécessaire de l'écart entre pays pauvres et pays riches. Le Conseil européen a également insisté sur le fait que ce nouveau type d'orientation devait concerner les citoyens, les entreprises, l'Europe et les organisations internationales telles que l'ONU, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Bonne conscience ou lobbying ?

Au vu de l'ambition des objectifs fixés (qui ne dépareraient pas dans le programme des Verts !) et de l'absence de résultats concrets enregistrés, nombreux sont ceux qui ne voient dans les propositions de développement durable qu'une "bonne conscience" très éloignée des réalités financières, politiques et industrielles. Le désintérêt général pour les accords de Kyoto en est un exemple flagrant. Le seul bilan positif tiré par les promoteurs du développement durable a pour le moment été de constater que la prise de conscience et les connaissances techniques et scientifiques sur le sujet avaient largement progressé dans le monde en une décennie.

Les 27 principes de la déclaration de Rio

- L'homme est au centre des préoccupations (1), dans le respect des générations présentes et futures (3).
- Les États doivent coopérer de bonne foi (27), ils ont le droit souverain d'exploiter leurs ressources sans nuire aux autres États (2), qu'ils doivent avertir de toutes catastrophes (18) ou activités dangereuses pouvant les affecter (19).
- La protection de l'environnement est partie intégrante du processus de développement (4), elle est conditionnée par la lutte contre la pauvreté (5) et concerne tous les pays (6) selon des responsabilités communes mais différenciées (7). Les modes de production et de consommation non durables doivent être éliminés (8) au profit de ceux qui seraient viables, dont la diffusion doit être favorisée (9).
- Le public doit être impliqué dans les décisions (10) dans le cadre de mesures législatives efficaces (11), économiques en internant les coûts grâce au principe pollueur-payeur (16), par des études d'impact (17), toutes mesures qui ne doivent pas constituer des barrières injustifiées au commerce (12) tout en assurant la responsabilité de ceux qui causent les dommages (13) et en évitant le transfert d'activités polluantes (14).
- Le principe de précaution doit être mis en œuvre (15).
- Un certain nombre de groupes majeurs ont un rôle particulier à jouer : les femmes (20), les jeunes (21), les communautés locales et autochtones (22).
- La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables (25), les règles d'environnement doivent être respectées en temps de guerre (24) et pour le populations occupées ou opprimées (23). Les différents en matière d'environnement doivent être résolus pacifiquement (26).

MON PÈRE, CE HARKI

Algérie, la décolonisation bâclée, 150 000 morts, 1 million de personnes déracinées, la situation des Harkis depuis 1962 pose avec acuité la question : *« Qu'est-ce qu'être Français ? »* Dalila Kerchouche, journaliste, a découvert la vérité d'un père dans celui que l'adolescente prenait pour un traître.

Vert **:** Comment expliquez-vous l'"Omerta" qui occulte la tragédie des Harkis, ces oubliés de la République ?

Dalila Kerchouche : La France a mauvaise conscience, elle a honte. En abandonnant à une mort certaine ses anciens soldats après les accords d'Evian (1962) et en parquant ensuite les survivants dans des camps cernés de barbelés, jusqu'aux années 1990, la France a bafoué tous les droits de l'homme, jusqu'au plus élémentaire : la liberté. En tant que journaliste, fille de Harkis née dans un camp et citoyenne française, j'ai été profondément choquée de découvrir que derrière le drame des Harkis, notamment l'exil, se cache un mensonge d'État : ces hommes, qui se sont battus aux côtés de la France, ont été spoliés par l'État français. Car, pour financer les camps et les salaires des chefs de camp qui les martyrisaient, les envoyaient à l'hôpital psychiatrique pour les soumettre, frappaient leurs enfants ou les kidnappaient avec la participation des gendarmes, les Harkis, qui n'étaient que des fonctionnaires de l'État français, ont payé leur propre prison, leur propre enfer.

Ces camps censés les protéger des exactions du FLN et les aider à s'insérer étaient en réalité une machine de mort sociale, une marginalisation programmée des Harkis et de leurs familles indésirables en France ! Cette histoire est le déshonneur de la République !

Vert **:** On constate les blocages actuels de l'intégration, alors comprendre la situation des harkis, n'est-ce pas un outil pour décrypter l'actualité ?

Dalila Kerchouche : Depuis quarante ans, les Harkis sont victimes de l'aveuglement tiers-mondiste de la gauche française, qui les considérait comme des traîtres à leurs "frères" algériens, et des préjugés colonialistes et racistes de la droite française, qui les traitait comme des "indigènes". On utilise les mêmes termes pour parler des Juifs au XIXe siècle[1], des Harkis dans les années 1970, et des immigrés et de leurs enfants aujourd'hui. Des étrangers pour la gauche, des êtres menaçants pour la droite. Voilà pourquoi on a parqué les Harkis : la France a profondément peur des étrangers, surtout de religion et de culture différentes. Quand les immigrés sont regroupés dans des cités ghettos loin des centre villes, abandonnés socialement et parfois quasiment livrés aux intégristes en échange de la paix sociale, on voit bien que la France est travaillée par une véritable peur, inconsciente, ancienne : celle de *« l'invasion musulmane »*. Cette peur bloque l'intégration. Les harkis sont la première implantation massive de familles musulmanes en France : la France ne voulait pas d'eux.

Photo Matsas

Dalila Kerkouche est l'auteur de Mon Père ce Harki, *aux Éditions du Seuil.*

Mon grand-père s'est battu contre l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale, il n'est toujours pas considéré comme Français. Alors je me pose douloureusement la question : qu'est-ce qu'être Français aujourd'hui, si les Harkis ne le sont pas ?

Vert **:** Quand on a vécu sa jeunesse entre les barbelés et le couvre-feu, et qu'on constate l'acharnement des institutions de la République sur le sort des Harkis, comment fait-on pour ne pas avoir la haine ?

Dalila Kerchouche : Cette haine existe, c'est surtout une haine de soi. Humiliés, bafoués, brimés, insultés, à force d'être détesté, on finit par se détester.

Il a peu de délinquance chez les enfants de Harkis. Mais des suicides, quasiment dans chaque famille, de la toxicomanie, de la dépression, de la schizophrénie. Ces jeunes continuent le processus de destruction psychologique initié dans les camps. Il y a aussi des réussites exceptionnelles : enfant de Harki, vous êtes héritier d'une tragédie, vous êtes détruit ou vous sortez renforcé. Cependant nous portons un immense sentiment d'injustice. Dans ce voyage au bout de l'enfer et de la honte qu'a représenté mon livre, j'ai failli tomber dans la haine.

Mais, nos parents nous offrent une formidable leçon d'humanité : celle de croire encore dans les valeurs républicaines, obstinément, farouchement, quand tout s'écroule autour, même si la démocratie française a pris, pour eux, le visage d'une dictature.

L'honneur de la France sera de reconnaître sa responsabilité dans le drame des Harkis et de considérer, enfin, à leur juste valeur, ces hommes, femmes et enfants qui ont tout donné pour elle, parce que c'est leur pays. Définitivement. ▲

***Propos recueillis par* MICHEL THEIL**

[1] *Cf. le livre d'Esther Benbassa,* La République face à ses minorités, les juifs hier, les musulmans aujourd'hui.

ÉVIAN : TRAVAUX D'HERCULE

Lors du comité d'établissement des usines d'Amphion, le 19 avril 2004, la direction de l'usine d'embouteillage des eaux minérales d'Évian a annoncé son intention de mettre en œuvre un nouveau projet, intitulé Hercule, consistant à augmenter les capacités de sa plate-forme logistique dédiée aux camions.

Le vendredi 30 avril, une délégation composée d'élus régionaux et de représentants syndicaux et associatifs a été reçue par la direction du site d'Amphion. Au cours de cet entretien, la direction nous a confirmé les faits suivants :

• à l'heure actuelle, 70 % du fret est assuré par le rail et 30 % par la route ;

• la société a enregistré, depuis 1998, une croissance de 20 % de sa production ;

• en 2003, la fréquence était de six trains par jour et 103 camions par jour (avec des pointes à 180) ;

• pour 2005, la société envisage des pointes à 220 camions par jour (soit 440 camions aller et retour) afin de faire face à la demande de la grande distribution et de ses principaux clients nationaux, confirmant son choix de privilégier le transport par la route.

Alors que toute la politique de communication des Eaux d'Évian est centrée sur la nature, la pureté des Alpes, le respect de l'environnement, cette décision marque un profond mépris pour la santé de nos concitoyens (et aussi pour l'emploi, puisque vingt contrats intérimaires devraient être supprimés grâce à l'amélioration de la productivité logistique).

Face à cette décision inacceptable, un collectif s'est constitué, composé de membres de la CGT, d'Attac, du PS, du PCF et des Verts, rejoints par nos amis de l'Association pour le Respect du site du Mont-Blanc (ARSMB), qui luttent depuis des années pour une autre politique des transports dans les vallées alpines. Le collectif demande qu'une table ronde, regroupant les principaux intéressés (la Société des Eaux d'Évian, la SNCF, l'État, le Conseil régional, les distributeurs, etc.), soit le plus rapidement possible organisée afin d'étudier d'autres solutions.

Nous n'ignorons pas que les orientations nationales de la SNCF ne vont pas dans le sens du développement du fret ferroviaire : suppression programmée de seize gares principales de fret, de locomotives et de wagons, d'effectifs dédiés aux marchandises… Tout cela conduisant rapidement à une nouvelle baisse de la part modale du fret SNCF (autour de 15 %). Inacceptable ! Raison de plus pour ne pas laisser faire et amplifier la mobilisation. ▲

ALAIN COULOMBEL

Photo : Olivier Longeon

INDE : FILATURES EN INFRACTION

Enfants qui travaillent dès leur plus jeune âge, ouvriers punis, battus à coup de bâton, droits syndicaux inexistants, insécurité, salaires misérables... Ça se passe dans les filatures de cotons du Tamil Nadu !

Le coton est l'un de ces produits agricoles mondialisés dont dépendent des millions de personnes. Depuis plusieurs années, les producteurs africains de coton se mobilisent pour obtenir un revenu décent de leur activité [1]. À l'autre bout de la chaîne de production, les droits les plus élémentaires des ouvrières latino-américaines ou asiatiques de l'industrie textile sont régulièrement bafoués. À un stade intermédiaire de transformation, les travailleurs des filatures de coton ne sont pas mieux lotis.

En Inde, une coordination d'associations et de syndicats du Tamil Nadu vient d'effectuer une enquête sur les droits de l'homme au travail dans une centaine de filatures. De nombreuses violations ont été constatées. Sur la base de ces informations, les organisations locales demandent l'ouverture de négociations avec les représentants du secteur et les autorités locales afin d'obtenir des améliorations. Pour montrer qu'ils ne sont pas seuls dans ce combat, ils demandent aux citoyens d'autres pays de se manifester auprès des responsables concernés. Trente associations et sept syndicats indiens se sont regroupés pour former la "Clean Clothes Campaign Task Force" [2] du Tamil Nadu, une coalition visant à améliorer les conditions de travail dans cet État du sud de l'Inde. Leurs conclusions sont sans appel : *« Alors que les entreprises exportatrices de fil réalisent de gros profits, le secteur se caractérise par les heures supplémentaires forcées, le travail des enfants et le déni de la liberté syndicale. »* Le nombre d'enfants travaillant dans les ateliers de Dingidul est estimé à 950. Dans certaines unités de production, les ouvriers, quel que soit leur âge, sont battus avec des bâtons, soit pour les *« punir »*, soit pour qu'ils maintiennent la cadence. Les machines employées sont obsolètes et les conditions de sécurité ne sont pas respectées, avec comme conséquence des coupures fréquentes au niveau des doigts, parfois même des amputations dans les cas les plus graves. La mauvaise aération des lieux les rend insalubres, alors que la fine poussière de coton a des répercussions négatives sur le système respiratoire.

Lois indiennes non respectées

Au-delà de ces conditions de travail dégradantes, les employeurs ne respectent pas les quelques avantages légalement prévus pour les salariés. Nombre des ouvriers reçoivent par ailleurs un salaire inférieur au minimum légal qui ne leur permet pas de faire face aux besoins les plus élémentaires. La cause principale de ces violations des droits économiques et sociaux n'est pas la faiblesse de la législation nationale mais bien son non-respect par les acteurs économiques et les institutions locales. La "Clean Clothes Campaign" montre qu'au moins douze des lois indiennes adoptées en la matière ne sont pas appliquées. Or les mieux placés pour rendre effectifs les textes sont les travailleurs eux-mêmes, à travers les organisations qui les représentent.

Une pierre angulaire : la liberté syndicale

C'est pour cette raison que la demande des associations et syndicats indiens se focalise sur la liberté syndicale. Leur rapport met en avant les entraves à cette liberté et le fait qu'une minorité des filatures de coton reconnaît l'existence des syndicats. Les ouvriers qui s'organisent sont régulièrement harcelés, parfois battus, ou encore licenciés et inscrits sur des listes noires pour les empêcher de retrouver un emploi dans la région. Face à cette situation, les autorités locales font preuve d'une complicité passive voire active avec les patrons des filatures. Ces derniers ont même obtenu que soient interdites les réunions syndicales dans un rayon inférieur à 300 mètres de distance des ateliers !

La coalition indienne demande donc à ses partenaires internationaux de faire pression sur le Premier ministre du Tamil Nadu pour qu'il favorise l'ouverture de négociations entre les organisations civiles et les acteurs économiques et publics concernés. ▲

RÉSEAU-SOLIDARITÉ / PEUPLES SOLIDAIRES
[http://www.peuples-solidaires.org/reseau-solidarite]

[1] *Cf.* Appel *n° 243 du Réseau-Solidarité "Afrique de l'Ouest, sauvons le coton" (janvier 2002).*
[2] *La "Clean Clothes Campaign" (littéralement "Campagne pour des vêtements propres") du Tamil Nadu est en relation étroite avec la coordination européenne du même nom (Cf.* Les Échos *du Réseau-Solidarité, n° 107 d'avril à juin 2004, p. 2).*

AVIS DE TEMPÊTE

Dans l'indifférence quasi générale, notre espace de liberté vient de se réduire considérablement. Deux longues batailles sont en passe d'être perdues. Celle, d'abord, sur la Loi pour la confiance dans l'économie numérique (LEN), adoptée par le Parlement français le 13 mai dernier – si le recours déposé par la gauche devant le Conseil constitutionnel n'aboutit pas, quelque chose aura changé sur internet. Celle, ensuite, sur les brevets logiciels que le Conseil des ministres européens a légalisés. Deux coups durs pour internet.

Les tares de la LEN

Les hébergeurs, comme Ouvaton *[voir encadré]*, porteront la responsabilité des sites qu'ils accueillent. C'est un peu comme si l'État demandait aux buralistes d'assumer les contenus des journaux qu'ils mettent en vente. Les courriels ne seront plus clairement identifiés comme étant des courriers privés. Ce ne seront plus que de simples *« messages »* dont rien ne garantit la confidentialité. Internet sera stigmatisé comme un média à part. Dans le presse écrite ou audiovisuelle, un article n'est attaquable que dans les trois mois qui suivent sa parution. Demain, sur internet, un texte sera attaquable tant qu'il est en ligne et même un peu au-delà.
Tout cela peut paraître bien technique : ne nous y trompons pas, ce sont nos libertés qui sont attaquées.

Les brevets logiciels autorisés

Il en est de même avec la Loi sur les brevets logiciels, qui vient d'être adoptée par le Conseil des ministres européens. S'alignant sur les Américains, l'Europe a décidé *« d'étendre les possibilités de brevetabilité à l'ensemble des composants logiciels, y compris les programmes, les structures de données et les descriptions de processus »*. En clair, les idées deviennent brevetables et les commerçants qui détiennent les brevets sont libres de transformer internet en supermarché. Il est indéniable que les lobbies commerciaux ont, durant ce joli mois de mai 2004, remporté plusieurs batailles d'importance. Ils ont bien sûr rencontré des résistances ; la Ligue Odebi [www.odebi.org], l'Aful [www.aful.org], l'Iris [www.iris. sgdg.org] ont fait de l'excellent travail, mais ça n'a pas suffi. Tant que les internautes ne se mobiliseront pas massivement, nous ne ferons pas le poids. ▲

[Luc.blanchard@no-log.org]

Alexis Braud, président de la coopérative de consommateur Ouvaton

Ouvaton débat de la LEN

La coopérative Ouvaton, qui héberge de nombreux sites Verts, tenait son Assemblée générale le 22 mai dernier. Un débat sur la LEN était programmé le matin et c'est Alexis Braud, le président, qui l'introduisit. Il lista trois options : 1°) On arrête, parce qu'on nous demande de fonctionner avec une loi qui ne nous convient pas. 2°) On continue, en appliquant la loi de façon "combative" : *« Coopérateurs, à vos casques lourds. »* 3°) Autres hypothèses : par exemple déménager Ouvaton dans un pays où la LEN ne s'applique pas. Les trois hypothèses furent débattues, le Conseil d'administration exprimant sa préférence pour l'option 2 : on continue, en tout cas pour l'instant... La décision définitive sera prise par une Assemblée extraordinaire, qui sera convoquée en son temps. C'est-à-dire lorsqu'on saura si le recours constitutionnel a abouti (le 18 juin) et, si ce n'est pas le cas, après la publication des décrets d'application. À suivre donc...

PIQUE, NIQUEDOUILLE, C'EST ELLE L'ANDOUILLE

La sélection de candidats est le jeu préféré des partis politiques. Ils inventent des règles fabuleuses, des martingales qui se veulent le plus souvent faramineuses, pour prouver à quel point ils sont démocratiques et *in fine*, comme les enfants dans le jeu, faire sortir du chapeau celui ou celle qu'on veut. Pique, niquedouille, c'est toi l'andouille. La parité est venue mettre un peu de désordre dans le jeu. Elle stipule qu'il faut faire aussi sortir des femmes du chapeau. Une sur deux. Bigre, quelle ambition ! Même la loi électorale s'y est collée, mais il faut le reconnaître, les Verts ont été les premiers à changer les règles. La loi a prouvé que les partis de gauche ont le sens de l'économie puisque cette loi, dont personne ne revendique la paternité, permet d'acheter un permis de non-représentation des femmes en pénalisant financièrement ceux qui ne jouent pas le jeu ! Les Verts, eux, ont joué parfaitement le jeu aux dernières Législatives. Les Régionales ont été présentées comme un bond en avant prodigieux : on oublie simplement de préciser que la parité est obligatoire pour le scrutin de liste. Mais rassurez-vous, les Verts s'appliquent à eux-mêmes le principe de précaution : partout où c'est possible, on ne met pas de femmes. Jetez donc un coup d'œil à la liste des conseillers généraux et des maires. Ou bien, mieux, lisez attentivement *Vert Contact* n° 711, sur les résultats régionaux, et dites ce que vous en pensez. Partage des responsabilités, disent-ils ?

LARISSA BAOUI

— DÉCÈS —

BERNARD PAVIS N'EST PLUS

L'amiante a fait une nouvelle victime. Notre ami Bernard PAVIS, 58 ans, maître de conférence à la Faculté des sciences du sport, élu Vert au Conseil municipal de Poitiers et à la CAP, est décédé mercredi 5 mai un peu avant l'aube. Bernard était porte-parole des Verts Poitou-Charentes, Conseiller municipal de Poitiers, Conseiller à la Communauté d'Agglomérations de Poitiers. Bernard a lutté jusqu'au bout contre la maladie en continuant son travail d'élu, en restant toujours attentif aux autres, en gardant pour lui et ses proches les souffrances terribles qu'il supportait avec courage depuis de nombreux mois. Tout décès est injuste, dans le cas de Bernard sa disparition est intolérable. Bernard comme des milliers de personnes a été terrassé par l'amiante, produit utilisé de façon intensive par l'industrie pendant des dizaines d'années alors que l'on connaissait les risques pour la santé. Le lobby industriel a réussi à retarder l'interdiction d'utilisation de ce matériau mortel pour l'être humain. Les Verts du Poitou-Charentes sont tristes d'avoir perdu un ami, un militant, un élu responsable. Nos condoléances sincères vont à Jacqueline son épouse, à ses filles Charlotte et Julie, ses gendres Mathieu et Régis, à ses petits-enfants, Baptiste et Faustine.

Les Verts du Poitou-Charentes

JE PASSE À LA TÉLÉ

PAR DENIS ROUGÉ
PRÉSIDENT DE LES PIEDS DANS LE PAF[1]

Mettez les gens ordinaires (et maintenant des "personnalités") dans des situations extraordinaires et filmez-les. Habillez tout cela, de temps en temps, de bons sentiments (des candidats sont là parfois pour défendre des associations caritatives ou humanitaires). Scénarisez tout cela : vous avez la recette de la télé-réalité, qui engendre le maximum de profit pour la télévision à la mode industrielle. *TF1*, *M6* (et d'autres !) usent et abuseront du procédé jusqu'à l'indigestion des téléspectateurs. France Télévisions se défend d'utiliser la recette, mais repasse les plats en invitant sur ses plateaux (Fogiel, Ruquier, etc.) les candidats des émissions – tant décriées – de la télé privée.

On pourrait se contenter de dire que c'est comme cela, que c'est la télé ! Et de ne pas regarder. D'ailleurs, beaucoup d'entre nous le font. Qui n'a pas entendu quelqu'un dire qu'il avait mis sa télé à la poubelle ? Pourtant, cette solution individuelle – venant de personnes ayant généralement les moyens financiers ou culturels d'accéder à d'autres outils d'information ou de culture (presse, internet, spectacle vivant…) – ne résout en rien le problème collectif d'une télévision omniprésente, consommée par une grande majorité de nos concitoyens et abandonnée aux puissances de l'argent. Les politiques et les "intellectuels", lorsqu'ils s'y intéressent, digressent sur la partie noble de la télévision : l'information. Pourtant, disons-le carrément : peut-on défendre un projet politique comme le nôtre quand une émission (que l'on peut qualifier d'extrême droite) inculque progressivement qu'il est possible d'éliminer le maillon faible dans des stratégies de profit personnel ?

UNE TÉLÉVISION OMNIPRÉSENTE, CONSOMMÉE PAR UNE GRANDE MAJORITÉ DE NOS CONCITOYENS ET ABANDONNÉE AUX PUISSANCES DE L'ARGENT.

Actuellement aussi, les acteurs volontaires ou involontaires de la société médiatique ne sont pas protégés des abus de la télévision. Il est par exemple extrêmement difficile d'obtenir un droit de réponse ou de contrôler l'exploitation de son image. Lorsqu'on est maltraité dans un reportage ou dans une émission de télé-réalité, il faut engager des procédures très longues, très complexes contre des chaînes ou des sociétés de production bardées d'avocats. Faciliter l'obtention de ce droit de réponse, le reconnaître véritablement, amènerait sans doute les chaînes à plus de retenue et de respect des individus. Mais il faudrait aussi que nous soyons tous plus actifs, dès lors que l'on constate une dérive : des émissions comme "Fear Factor", où il y a atteinte à la dignité humaine, avec des victimes consentantes (certains sont prêts à tout pour une gloire éphémère et, embarqués dans l'aventure à l'autre bout du monde, peuvent-ils réellement faire demi-tour ?), n'ont donné lieu à aucune levée de bouclier, aucune plainte en justice, alors que de nombreuses associations œuvrent pour les droits de l'homme et pourraient trouver là matière à agir…

La télévision doit être au centre de toutes nos luttes. Il suffit de se rappeler son rôle dans le séisme du 21 avril 2002. Que deviendront tous nos engagements si nous ne pouvons les faire partager au plus grand nombre ? Bien sûr, le combat est inégal : les millions d'un côté, notre citoyenneté de l'autre. Pour autant, faut-il abandonner ?

Il est grand temps de ne plus nous contenter d'agir sur la télécommande pour actionner les leviers qui nous permettront de changer la télé ! ▲

[1] *[pafnat@piedsdanslepaf.com]*